

## « Réparer la nation » : Outils et positions des enseignants pour parler d'événements violents

Le 20 juin dernier, Emmanuel Macron et la Ministre de l'Education Nationale Nicole Belloubet, ont demandé qu'un temps d'échange sur le racisme et l'antisémitisme soit organisé dans les écoles et les collèges de France. Ce temps de discussion entre les enseignants et leurs élèves doit permettre d'évoquer les violences et discriminations racistes mais aussi les violences sexistes et sexuelles à la suite du viol d'une jeune fille de 12 ans à Courbevoie. Il a également lieu dans un contexte de recrudescence des violences et discriminations racistes et antisémites<sup>1</sup> avec notamment des discours à caractère antisémite qui se font plus prégnants chez les jeunes<sup>2</sup>.

Mais prendre la parole face à des élèves après ce type d'événement violents n'est pas aisé pour les professeurs. Ces dernières années, des attentes fortes ont pesé sur les enseignants pour organiser des temps d'échange et d'hommage, au lendemain d'attentats par exemple. Cette attente a été d'autant plus difficile à gérer lorsque ces attaques visaient l'école et ses personnels eux-mêmes, lors de l'assassinat du professeur d'histoire Samuel Paty le 16 octobre 2020, ou du professeur de français Dominique Bernard le 13 octobre dernier. Le CRPRS propose d'analyser la position des enseignants face à cette mission et leur outillage. Cet impératif républicain semble lourd à porter pour les enseignants, et si des outils sont mis à leur disposition, ceux-ci sont parfois lacunaires et pourraient être repensés.

### *« Réparer la Nation » : une mission lourde à porter*

L'école est vue comme le lieu de transmission des valeurs de la République par excellence. Au lendemain d'un événement comme celui du 15 juin dernier ou d'attentats, il semble attendu des enseignants qu'ils assurent cette mission. Les moments d'échange tels qu'imaginés par le Ministère de l'Education Nationale doivent alors être le moyen de transmettre certaines valeurs et une certaine idée de la citoyenneté aux enfants. Comme le

---

<sup>1</sup> « Actes racistes, xénophobes et antireligieux : des chiffres en nette hausse en 2023 », *Vie Publique*, 22 mars 2024, [à consulter en ligne](#)

<sup>2</sup> Radiographie de l'antisémitisme en 2024, *IFOP et AJC Paris*, avril 2024.

souligne Sébastien Ledoux : « *pour socialiser les attentats, l'école en a fait un objet de transmission de normes et de valeurs* »<sup>3</sup>. Cet historien spécialiste des enjeux de mémoire, professeur à Sciences Po Paris et anciennement professeur d'histoire en ZEP a mené plus de 100 entretiens pour comprendre comment le monde scolaire réagissait aux attentats et aux injonctions qu'ils supposent. Il explique par exemple que le rituel de la minute de silence parfois organisé jusqu'en maternelle vise à instaurer une équivalence entre communauté scolaire, communauté de deuil et communauté nationale. Derrière cette minute de silence, les enseignants ont la lourde tâche de faire adhérer les élèves à un groupe que l'on pleure, les victimes, et à une communauté que l'on défend, la nation.

Cette mission qui consiste à faire vivre la République et ses valeurs n'est pas aisée pour les professeurs. En effet, ils doivent parler aux élèves en étant eux-mêmes très choqués par certains événements. Lors de l'attentat contre la rédaction de Charlie Hebdo en 2015, la communauté enseignante s'était sentie culturellement et socialement proche des victimes et des valeurs qu'elles incarnaient. De même lors de l'attentat du 13 novembre 2015 dans lequel une lycéenne et huit enseignants ont perdu la vie<sup>4</sup>. Les attentats contre des enseignants les ont logiquement particulièrement éprouvés et ont suscité des peurs nouvelles : avec l'assassinat de Samuel Paty en 2020, ils réalisent qu'ils peuvent être pris pour cible pour le simple contenu de leur cours ; avec celui de Dominique Bernard en 2023, ils comprennent qu'ils peuvent être attaqués pour leur profession, ce qu'ils sont et ce qu'ils représentent<sup>5</sup>.

D'autre part, les sujets sur lesquels on attend d'eux qu'ils s'expriment soulèvent des questions épineuses et peuvent susciter des réactions quasi épidermiques. Comment évoquer le conflit israélo-palestinien et son contexte brûlant par exemple<sup>6</sup> ? Le sujet est particulièrement clivant en France et suscite des sentiments d'identification de certains élèves à une cause ou à l'autre. Faire vivre le débat, permettre la discussion semble sain, mais les professeurs expriment souvent la crainte de voir les débats « *partir en vrille* » et de perdre le contrôle sur les échanges en classe<sup>7</sup>.

Par ailleurs, lorsqu'on parle d'attentats islamistes, on doit garder en tête que le corps enseignant représente une catégorie professionnelle très sécularisée qui peut être logiquement surprise voire choquée par la non-adhésion de certains élèves au droit de

---

<sup>3</sup> « Depuis les attentats de 2015, l'école publique est surinvestie d'une mission symbolique régaliennne, celle de sauver la République en danger », Entretien avec Sébastien Ledoux, *Le Monde*, 25/10/2023, [à consulter en ligne](#)

<sup>4</sup> LEDOUX Sébastien, « Une communauté éducative à l'épreuve des attentats. Les minutes de silence de 2015 en milieu scolaire », *Carrefours de l'éducation*, 2023/2 (n° 56), p. 125-142

<sup>5</sup> Idem.

<sup>6</sup> « Comment aborder le conflit israélo-palestinien à l'école ? A Rennes, des professeurs se forment », *Ouest France*, 18/06/2024, [à consulter en ligne](#)

<sup>7</sup> « "Je redoute ce moment, mais je vais prendre le temps" : des enseignants expliquent comment ils vont parler de l'attentat d'Arras à leurs élèves », *France info*, 15/10/2023, [à consulter en ligne](#)

blasphème. Ainsi, Sébastien Ledoux parle d'un double choc pour les enseignants : ébranlés par l'assassinat de personnes dont ils se sentent socialement et culturellement proches, ils se retrouvent en plus choqués voire attristés par la condamnation du blasphème par certains élèves qui manifestent parfois – et avec des degrés divers – une forme d'indifférence voire de complaisance vis-à-vis des attentats<sup>8</sup>.

La temporalité de la prise de parole attendue des professeurs rend également leur tâche très difficile. Les enseignants doivent organiser des temps de parole au lendemain d'attentats ou d'événements traumatiques, au moment où l'émotion est à son paroxysme. On parle parfois de « zone d'hystérie » pour qualifier la période de temps post-attentat caractérisée par une solidarité nationale très forte mais durant laquelle ceux qui ne sont pas – ou n'apparaissent pas – suffisamment solidaires, peuvent être violemment réprimés. Cette notion de « zone d'hystérie » du sociologue américain Randall Collins est reprise par Gérôme Truc qui explique que les attentats sont suivis d'une période de plusieurs semaines durant laquelle la sensibilité de l'opinion publique est épidermique. Durant cette période, les débats politico-médiatiques sont nombreux et le besoin de cohésion nationale et de patriotisme est tellement fort que tout écart minime à cette cohésion ou toute position floue sont largement condamnés<sup>9</sup>. S'exprimer dans un tel cadre face à des élèves est très difficile. Beaucoup d'enseignants expliquent avoir le sentiment de marcher sur des œufs à chaque phrase et craignent que les échanges ne dégénèrent.

Enfin, cette mission s'accompagne d'une pression qui pèse sur les épaules des professeurs. Certains sentent que l'impératif de transmission des valeurs de la République n'est pas attendu uniquement comme réponse aux attentats, mais aussi comme une forme de mea culpa du corps enseignant. Les attentats depuis 2010 ont pour la plupart été commis par des individus français, ayant grandi et étant passé par l'école en France. L'opinion publique jette souvent l'opprobre sur l'école qui est alors jugée comme défaillante et incapable d'assurer la cohésion nationale. Cette pression pèse sur les épaules des professeurs lorsqu'il s'agit d'évoquer de telles thématiques avec leurs élèves et d'organiser des hommages ; d'autant plus lorsque la sphère politico-médiatique accorde une place importante aux incidents (pourtant rares) ayant eu lieu pendant les hommages dans certains établissements<sup>10</sup>.

---

<sup>8</sup> Idem. *Le Monde*, Entretien avec Sébastien Ledoux, 25/10/2023

<sup>9</sup> TRUC Gérôme, *Sidéérations : une sociologie des attentats*, Paris, Puf (« Le lien social »), 2016.

<sup>10</sup> Idem. *Le Monde*, Entretien avec Sébastien Ledoux, 25/10/2023

### *Des outils et des principes d'action existent...*

L'outillage des enseignants pour évoquer ces sujets est donc central. Il apparaît évident qu'ils doivent être accompagnés pour pouvoir évoquer sereinement des sujets aussi sensibles. Un gros défi repose par exemple sur la laïcité qui est souvent perçue par les élèves comme un principe qui ampute et empêche leur liberté. Les enseignants doivent donc être capables de connaître eux-mêmes le cadre légal de la laïcité afin de leur expliquer que celui-ci ne s'exerce pas contre eux mais pour eux, pour les protéger et éviter les discriminations<sup>11</sup>.

Face à cela, le Ministère de l'Education Nationale a mis en place différents outils. Une Charte de la laïcité est diffusée en 2012, suivie par une Journée de la laïcité en 2014, et d'un livret d'usage pour les professeurs en 2015. Celui-ci donnait aux enseignants de conseils et des pistes d'actions pour faire respecter la laïcité dans leur classe et pour évoquer le thème de façon sereine avec les élèves. En 2018, un vade-mecum sur la laïcité est distribué au corps enseignant avec la volonté de donner aux professeurs le cadre légal de ce principe, ainsi que les sanctions encourues en cas de non-respect de celui-ci. A ce sujet, le Ministre de l'Education Nationale de l'époque, Jean-Michel Blanquer déclarait : *Le livret laïcité* [distribué par Najat Vallaud-Belkacem en octobre 2015] *insistait beaucoup – et à juste titre – sur la prévention. Or, tous les problèmes ne peuvent être traités en amont. Il faut aussi apporter des réponses, expliquer et sanctionner si besoin* ».

L'outillage pédagogique des enseignants pour organiser des temps d'échange et permettre aux élèves de s'exprimer suite à des événements violents a lui aussi largement évolué. Le site Eduscol propose des pages dédiées aux questions autour de l'accueil des élèves au lendemain d'attentats<sup>12</sup>. Ce site donne des principes directeurs pour accueillir la parole des élèves, des pistes pour organiser des débats de manière encadrée, ou encore des exercices-types pour rappeler les principes fondateurs de la République, de la démocratie et de l'école française.

Enfin, l'Education Nationale a largement investi pour permettre aux enseignants d'avoir accès à divers supports documentaires. Le réseau Canopé ou la plateforme Lumni donnent accès à des vidéos, images, textes que les enseignants peuvent utiliser comme support pour organiser les temps d'échange avec les élèves. Ces sites sont souvent enrichis et donnent accès à des supports nombreux et variés. L'idée est d'accompagner le professeur mais aussi de donner suffisamment de contenu pour que chaque enseignant l'adapte à ses élèves. En effet, l'évocation d'événements traumatiques doit être différente selon le niveau des élèves

---

<sup>11</sup> Crépu Jean, *Liberté, égalité, laïcité*, co-production Veilleurs de Nuits et France 3, 2023.

<sup>12</sup> « Accueillir les élèves après l'attentat terroriste du 13 octobre 2023 », site Eduscol, octobre 2023, [à consulter en ligne](#)

(primaire, collège, lycée) et même selon les différentes classes d'âge au sein d'un même niveau. De ce point de vue-là, les plateformes précédemment citées tâchent d'apporter des outils à l'ensemble du corps enseignant.

Dans la lettre qu'elle adressait aux enseignants le 20 juin dernier, Nicole Belloubet soulignait d'ailleurs que pour organiser ce nouveau temps d'échange, les enseignants pourraient s'appuyer sur des ressources mises à disposition sur le site Eduscol ainsi que sur une version actualisée du vade-mecum « agir contre le racisme et l'antisémitisme »<sup>13</sup>.

### *.... Mais les réponses apportées sont parfois inadaptées ou incomplètes*

L'Education Nationale tente donc d'outiller son personnel pour lui permettre d'aborder ces thématiques sensibles avec les élèves. Cependant, cet accompagnement apparaît lacunaire, et ce sous trois aspects.

Tout d'abord, l'organisation de ces temps d'échange est souvent décidée à la hâte et ses contours sont flous. Certes on ne peut pas prévoir l'imprévisible et on ne peut pas organiser un temps d'échange pour libérer la parole après un attentat, avant que celui-ci n'ait eu lieu. Pour autant, beaucoup d'enseignants regrettent d'avoir à recevoir un mail tard en soirée, les informant de l'organisation d'un temps d'échange parfois pour le lendemain matin. Par ailleurs, si le corps enseignant comprend la nécessité d'aborder ces sujets lorsqu'ils interrogent le plus les élèves, c'est-à-dire juste après avoir eu lieu ; il est très difficile d'évoquer des sujets dont on ne connaît parfois pas grand-chose. Sur le temps d'échange prévu par Nicole Belloubet après le viol d'une fille de 12 ans à Courbevoie, certains professeurs redoutent d'avoir à évoquer avec leurs élèves un acte sordide, qui plus est sur lequel ils n'ont que peu d'informations puisque l'enquête est encore en cours. Dans ce cas précis, une difficulté supplémentaire s'ajoute, avec la nécessité d'évoquer à la fois les violences antisémites et racistes mais aussi les violences sexistes et sexuelles<sup>14</sup>. Chacun de ces sujets pris isolément est très complexe, et les contours de l'échange que doivent avoir les professeurs avec leurs élèves sur l'ensemble de ces sujets semblent très flous. Certains

---

<sup>13</sup> « Temps d'échanges, d'enseignement et de réflexion sur le racisme et l'antisémitisme », *Ministère de l'Education Nationale et de la Jeunesse*, 20 juin 2024, [à consulter en ligne](#)

<sup>14</sup> « A quoi va ressembler le "temps d'échanges" sur le racisme et l'antisémitisme à l'école demandé par Emmanuel Macron ? », *France Info*, 20/06/2024, [à consulter en ligne](#)

professeurs ont le sentiment d'être livrés à eux-mêmes et d'avoir à s'organiser seuls en étant prévenus au dernier moment : le sentiment de « *devoir bricoler au jour le jour* <sup>15</sup> ».

Ensuite, l'accompagnement proposé aux enseignants semble incomplet. Sébastien Ledoux souligne que les réponses imaginées par le Ministère de l'Education Nationale ne se font que sur le plan idéologique d'un impératif de transmission des valeurs républicaines<sup>16</sup>. Les discours tenus dans les courriers des Ministres adressés aux professeurs ou les supports pédagogiques proposés, visent très souvent à rappeler les principes chers à la République et l'importance de les mettre en place à l'école. S'il est essentiel que cette réponse-là existe et qu'elle soit largement diffusée, il semble aussi important de la compléter. Les professeurs ne se sentent pas forcément outillés sur la façon de créer un environnement de débat sain, d'accueillir les émotions – parfois exprimés avec virulence – des élèves, d'écouter et de répondre aux remarques d'adolescents qui peuvent parfois être douloureuses à entendre pour les enseignants. Que faire par exemple lorsqu'un élève condamne, en toute bonne foi, le droit au blasphème de *Charlie Hebdo* ? Le signaler est-il approprié alors qu'il ne fait qu'émettre un avis ? Lui rappeler les principes de la République et de la liberté est-il suffisant et pédagogiquement utile ? Comment lui répondre en affirmant les principes chers à l'école et sans rentrer pour autant dans l'opposition ? Il semblerait qu'on oublie parfois qu'un élève n'est qu'un enfant ou un adolescent qui se construit, et qu'il a le droit à l'erreur, qu'il a le droit de dire des choses qui peuvent déranger ou choquer<sup>17</sup>. Parce qu'intégrer les valeurs de la République est un long processus d'apprentissage, fait de remises en question sur ce que l'on pense et de changements d'opinion. L'école est justement là pour accompagner ce processus d'apprentissage, mais il faut pour cela que les enseignants soient en possession des bons outils.

Enfin, et c'est là un aspect essentiel, les professeurs se sentent très isolés dans les réponses à apporter. L'Education Nationale a mis en place un accompagnement et a mis à disposition des professeurs des outils et des plateformes. Mais beaucoup d'enseignants ont le sentiment qu'on attend d'eux, et d'eux uniquement, qu'ils règlent un vaste problème. Comme si la lutte contre le racisme et l'antisémitisme ne pouvait passer que par ce que le corps enseignant a à apporter aux élèves. Pourtant, la sensibilisation au racisme et à l'antisémitisme fait déjà partie des programmes scolaires, en histoire, en EMC (Enseignement Moral et Civique), dans certaines parties du programme de français, ou encore en SES (Sciences Economiques et Sociales)... La lutte contre ce type de discriminations et de violences ne peut donc pas uniquement reposée sur l'école. Certains enseignants soulignent

---

<sup>15</sup> « L'attentat d'Arras, une onde de choc durable pour les enseignants », *Le Monde*, 07/11/2023, [à consulter en ligne](#)

<sup>16</sup> *Idem.* LEDOUX Sébastien, *Carrefours de l'Education*, 2023/2

<sup>17</sup> *Idem.* *France Info*, 15/10/2023

que « *l'école ne peut pas tout* » et que la transmission des normes et valeurs de la République ne doit pas passer que par l'école, mais doit aussi se faire dans les familles<sup>18</sup>.

Le lien et la coopération avec les familles justement, c'est ce que de nombreux enseignants demandent. Le rôle et le statut de l'école sont de plus en plus remis en cause dans les familles, et l'école souffre d'une crise de légitimité auprès des parents. Rechercher l'alliance avec ces derniers est un défi de tous les jours pour les enseignants, mais ô combien important pour avoir une cohérence des valeurs transmises aux enfants.

Ces derniers sont aujourd'hui soumis à une large diversité d'influences, parfois contraires à celles de leurs professeurs. Entre les parents, les proches, les amis ou encore les réseaux sociaux ; l'influence des enseignants pâlit de plus en plus et ces derniers ont parfois l'impression « *de nager à contre-courant* »<sup>19</sup>. L'impact des informations, des normes et des valeurs que peuvent recevoir les collégiens et lycéens sur les réseaux sociaux est notamment considérable. Ils passent beaucoup de temps sur ces médias sans nécessairement être formés et prêts à recevoir et à traiter l'information qu'ils y trouvent. Sur certaines plateformes, les fake-news et les théories complotistes sont largement relayées. Cela explique en partie la recrudescence de l'antisémitisme chez les 18-24 ans et la frontière floue et poreuse dans leurs discours entre antisionisme et antisémitisme<sup>20</sup>. Face au temps passé sur les réseaux sociaux et à leur attractivité chez les jeunes, les prises de parole républicaines des enseignants peuvent parfois leur sembler dérisoires. Beaucoup indiquent un besoin de se former et de former leurs élèves sur la façon de recevoir et de traiter l'information en ligne.

### *Penser de nouvelles pistes*

Ce n'est donc pas tant le manque d'outils qui est pointé du doigt par le corps enseignant, mais plutôt le fait qu'il soit laissé seul à devoir assurer cette mission de « *réparer la nation* » et sans formation pour s'adresser sereinement aux élèves.

Des initiatives apparaissent pour répondre à ce besoin de formation. Ainsi, à Rennes, des professeurs se sont formés pour aborder en classe les questions soulevées par le conflit israélo-palestinien. Il y a d'abord un besoin de distinction et de définition des enjeux, par exemple de la différence entre antisionisme et antisémitisme. Pour parler de ces éléments aux élèves, les professeurs doivent eux-mêmes être au clair avec ces définitions. Pour ce faire, cette formation à Rennes a permis à des membres d'associations palestiniennes et juives

---

<sup>18</sup> *Idem. France Info, 20/06/2024*

<sup>19</sup> Crépu Jean, *Liberté, égalité, laïcité*, co-production Veilleurs de Nuits et France 3, 2023.

<sup>20</sup> « Antisémitisme : la radicalisation d'une partie de la jeunesse, première inquiétude du gouvernement et des associations », *Public Sénat, 06/05/2024, à consulter en ligne*

d'intervenir et de mener un travail pédagogique à la fois sur le vocabulaire donc, mais aussi sur l'histoire du conflit<sup>21</sup>.

Par ailleurs, de nouveaux outils sont apparus pour accompagner les enseignants sur d'autres enjeux. C'est par exemple le cas pour travailler sur l'éducation aux médias avec une sensibilisation aux fake-news et au traitement de l'information. Le CRPRS est particulièrement sensible à l'outillage proposé aux enseignants et anime des [journées et des ateliers de sensibilisation à ces nouveaux outils](#). Parmi eux, on retrouve [Delic'Critique](#) mis en place par le Centre pour l'Education aux Médias et à l'Information (CLEMI), qui permet de travailler avec les jeunes sur l'identification de fake-news, de stéréotypes discriminants ou d'informations satiriques sur internet. Le CRPRS a également travaillé avec l'Université de Lille pour former des professionnels à [Newsdraft](#), un serious game qui apprend aux jeunes à construire une information à partir des données qu'il est capable de collecter, tout en affinant son esprit critique. [Orpheus](#) est un projet européen qui a récemment vu le jour pour lutter contre la radicalisation des jeunes en ligne et hors ligne. Créées par et pour des jeunes, les boîtes à outils proposées par Orpheus permettent à des adultes de comprendre comment créer des espaces de dialogues apaisés, comment aborder des questions d'actualité clivante, ou encore comment sensibiliser les jeunes à l'information présentée en ligne.

Si les nouveaux outils se multiplient, il est aussi important de promouvoir de nouvelles approches dans le dialogue entre enseignant et élèves. Parler de tragédie avec des enfants n'est pas naturel et les psychothérapeutes conseillent d'aborder la gravité d'une situation sans rentrer pour autant dans l'effroi. Il faut pouvoir laisser les jeunes s'exprimer, tout en rappeler que l'école est un lieu dans lequel ils doivent se sentir en sécurité. Hélène Romano, psychothérapeute conseille une approche qui consiste à les laisser parler de ce qu'ils ont compris, sans les n'interrompre ni les juger. Mais là-dessus encore, les enseignants ont besoin de pouvoir être formés à ces nouvelles approches.

Le CRPRS [a récemment participé à l'organisation d'une conférence sur ce sujet](#), avec l'ensemble du collectif « Ensemble on fait quoi ». Bruno Humbeeck, psychopédagogue et directeur de recherche au sein du service des Sciences de la famille de l'Université de Mons, était venu s'exprimer sur la façon d'aborder les sujets sensibles avec les jeunes. Être capable d'accueillir les ressentis d'un enfant ou d'un adolescent est essentiel et cela s'apprend. Pouvoir répondre aux théories conspirationnistes que les jeunes trouvent sur les réseaux sociaux s'apprend aussi. La réponse à apporter ne peut pas se faire uniquement sur le champ idéologique, elle doit aussi exister sur le plan psychologique et il faut pour cela accepter de réhabiliter la sensibilité des jeunes. Il faut souligner ici que l'Education Nationale a compris

---

<sup>21</sup> « Comment aborder le conflit israélo-palestinien à l'école ? A Rennes, des professeurs se forment », *Ouest France*, 18/06/2024, [à consulter en ligne](#)

l'importance de ce travail psychologique et a travaillé avec des psychologues dès 2015<sup>22</sup>. Des cellules d'écoute ont été mises en place pour les élèves à la suite des attentats, souvent gérées par les infirmières scolaires. Mais ces dernières étaient souvent seules à gérer cette mission, parfois à cheval sur plusieurs établissements, et face à un nombre pléthorique d'étudiants à écouter. Ce qui a mené un certain nombre d'entre elles à devoir s'arrêter de travailler suite à un surmenage physique et psychologique<sup>23</sup>. Le besoin d'accompagnement et de formation des professeurs et plus largement de tout le personnel scolaire sur ces questions est donc important.

### *Conclusion*

En définitive, l'Education Nationale a bien compris le rôle que doit avoir le dialogue avec les jeunes à l'école suite aux attentats depuis 2012. Elle a construit une réponse basée sur la transmission des valeurs républicaines des professeurs aux élèves. Si cette réponse est restée cohérente année après année, elle est aussi restée incomplète. Les enseignants disposent de supports variés pour parler des valeurs républicaines et de la laïcité à leurs élèves. Mais ils ne sont pas formés et ne se sentent donc pas à l'aise dans l'organisation de temps de débats apaisés et dans leur aptitude à recevoir la parole et les remarques d'élèves qui se posent beaucoup de questions. Ce besoin de formation est essentiel car ces temps de dialogue au lendemain d'événements traumatiques prennent place dans des périodes où l'émotion collective et la sensibilité de chacun sont à leur paroxysme. Enfin, les enseignants se sentent souvent seuls à devoir « *réparer la nation* » et ont parfois l'impression de faire face à une kyrielle d'influences contraires. Le besoin de formation devrait donc peut-être concerner les parents ou encore les élèves eux-mêmes, par exemple dans leur capacité à recevoir et traiter l'information qu'ils trouvent sur internet et les réseaux sociaux.

---

<sup>22</sup> Ministère de l'Éducation nationale, « Quelques considérations pour aborder la médiatisation d'un événement collectif violent avec les élèves », texte mis en ligne dans la semaine qui suit les attentats des 7, 8 et 9 janvier 2015.

<sup>23</sup> *Idem.* LEDOUX Sébastien, *Carrefours de l'Éducation*, 2023/2